



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Solidarités - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Toute association peut demander une subvention pour soutenir des actions qui présentent un intérêt général ou pour contribuer au financement global de leur activité si celle-ci présente en elle-même un intérêt général pour les collectivités publiques. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'action de nombreuses structures implantées sur son territoire qui participent à l'animation du territoire et à la diversité des réponses à apporter au public.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 et de sa compétence « Politique locale de l'habitat ».

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

	Nom de l'association	Action	Demande de l'association	Montant proposé 2022
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE - MONTPELLIER - CLCV	Défendre les droits des consommateurs, des locataires et copropriétaires dans tous les domaines de la vie quotidienne, énergie, logement, consommation et cadre de vie. Permanences pour l'accompagnement des consommateurs et des locataires Défendre et accompagner les consommateurs locataires ou copropriétaires. Participer aux réunions de concertation locatives et de représentation.	Fonctionnement : 12 500 € Permanence locataires : 6 900 € Sensibilisation eau et qualité de l'air : 5 000 € Action de représentation (CLAH, ...) : 1 000 €	7 900 €
3328	ADIL de l'Hérault	Information du public sur les problèmes du logement (locatif, accession, amélioration, fiscalité, copropriété...). L'ADIL offre aux particuliers, une information gratuite, neutre et complète sur tous les aspects juridiques, financiers et fiscaux touchant au logement et à l'urbanisme.	Action générale d'information des habitants de la Métropole : 33 500 € Participation au guichet unique « Rénov'Energie » : 10 000 € Actions de conseil et d'information sur l'accès à la propriété abordable avec la création de l'OFS métropolitain : 10 000 € Actions de communication, de conseil et d'information à destination des locataires et propriétaire dans le cadre de la mise en place de l'encadrement des loyers à Montpellier : 8 000 €	61 500 €

152	OCCITANIE MEDITERRANEE HABITAT	OMH gère l'inter-bailleur, notamment sur le territoire de la Métropole. La structure accompagne la Métropole dans la récupération de données auprès de ses adhérents mais aussi dans la mobilisation de ses membres pour échanger sur des sujets structurants pour la Métropole ayant attiré au logement locatif social	20 000 €	20 000 €
6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Promouvoir le droit d'habiter, qui dépasse le droit à un toit physique et intègre le droit à l'appropriation d'un habitat digne et adapté prenant en compte la culture et les modes de vie.	Atelier de quartier de Montpellier : 9 000 €	9 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT - FEDERATION DE L'HERAULT (CNL 34)	La CNL agit pour la défense d'une politique de l'habitat et la mise en œuvre d'une politique sociale assurant un droit au logement pour tous. Située quartier Pergola à Montpellier, elle assure une permanence auprès des habitants.	7 000 €	2 100 €
650	GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Gammes agit auprès des personnes et des familles fragilisées par l'âge, leur état de santé, l'exclusion, les discriminations afin qu'elles préservent ou retrouvent leur autonomie.	Action de médiation auprès des gens du voyage. Organisation, gestion et médiation des grands passages pendant la saison estivale. Contribuer à l'orientation des groupes illicites sur le dispositif concerné.	20 000 €
4151	HABITAT & HUMANISME	Favoriser l'accès au logement de personnes victimes de discriminations, particulièrement des familles monoparentales. Mener des actions de sensibilisation.	Aide pour la gestion d'un parc de 130 logements à destination des publics en difficultés	1 500 €
4904	HABITER ENFIN !	Favoriser l'accès au logement de personnes victimes de discriminations, particulièrement des familles monoparentales. Mener des actions de sensibilisation.	Fonctionnement : 2000 € lutte contre l'habitat indigne : 4000 €	1 800 €
TOTAL				123 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183121-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ANCB 2022.docx
- CONVENTION CLCV 2022.doc
- CONVENTION CNL 2022.docx
- CONVENTION HABITAT HUMANISME 2022.doc
- CONVENTION HABITER ENFIN 2022.docx
- ACTIONS DE MEDIATION GDV 2022 - CONVENTION 3M-GAMMES.doc
- ADIL - 3M - CONVENTION 2022 - PROJET_V2.docx
- OMH projet de convention_2022_V5.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.